

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 07/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REEL

RUE DE LA FONDERIE
44470 Carquefou

Références : N5-2025-107
Code AIOT : 0006301043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement REEL implanté RUE DE LA FONDERIE 44470 Carquefou. L'inspection a été annoncée le 28/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC). Elle fait également suite aux campagnes de surveillance PFAS réalisées en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REEL
- RUE DE LA FONDERIE 44470 Carquefou
- Code AIOT : 0006301043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site fabricant des engins et outils de manutention à destination, majoritairement, de l'industrie nucléaire.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Action Nationale 2025 PFAS mousses
- Action Nationale 2025 PFAS TOP 99 %
- Action régionale – Vérifications électriques
- Eau de surface

- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Détection de niveau insuffisant dans les bains de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
4	Détection incendie dans l'atelier de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rejets atmosphériques des bains de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 3.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet
7	Consommation d'eau	Lettre du 22/12/2023	Sans objet
8	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
9	Campagnes de surveillance PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : La dernière mise à jour de la situation administrative date de 2016 (Donner Acte référencé N5-2016-233) suite à la cessation de l'activité de fonderie du site.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucune nouvelle installation, ni évolution de process n'avait eu lieu sur le site depuis la dernière inspection. Toutefois, au regard des évolutions réglementaires survenues depuis la dernière mise à jour de sa situation administrative (suppression du double classement au titre des rubriques n°2565/3260) et des modifications intervenues sur le site (ajout et suppression de différentes machines de travail mécanique des métaux), il apparaît nécessaire de procéder à une actualisation de celle-ci. Par ailleurs, les produits mis en œuvre dans les installations de traitement de surfaces (acide nitrique et acide fluonitrique) sont susceptibles de relever, au regard de leurs concentrations dans les bains, d'une ou plusieurs rubriques 4000.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit transmettre, par le biais d'un Porter à Connaissance (article R.181-46 du code de l'environnement), un bilan de classement de ses activités . Celui-ci comprend tous les justificatifs permettant d'évaluer les grandeurs caractéristiques retenues pour chacune des rubriques. Il présentera un positionnement vis-à-vis des rubriques 4000 pour ses installations, notamment les bains de traitement de surfaces .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : III.-Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées

sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport DEKRA du 29/05/2024 (réf : 012058822401R001) relatif à la vérification des installations électriques.

Ce rapport fait état de 24 observations, toutes non-récurrentes.

L'annexe Q18, également présentée, conclut que "l'état des installations électriques peut entraîner un risque d'incendie ou d'explosion".

L'exploitant a indiqué sous-traiter la prestation de levée des observations. Ces actions de remise en conformité font l'objet d'un émargement sur le rapport de vérification des installations électriques avec la date d'intervention et la signature de l'intervenant. D'après les annotations sur le rapport de vérification, les observations ont été, pour la plupart, levées, notamment pour celles identifiées priorité 1.

En parallèle, des échanges sont réalisés avec la société d'assurance, laquelle fixe un degré de priorité d'action à chaque observation.

Enfin, l'exploitant a présenté le rapport de la société EIFFAGE relatif à la détection de points chauds par thermographie (Q19). Aucune anomalie n'a été relevée.

Le rapport indique cependant que "les dispositifs terminaux et l'ensemble des circuits d'éclairage n'ont pas été vérifiés".

L'exploitant a indiqué que ces dispositifs étant présents à une grande hauteur, leur vérification tous les ans est compliquée. Il a indiqué que celle-ci avait été réalisée en 2023 et serait renouvelée en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification des installations électriques réalisé en 2025 ainsi que l'annexe Q18 associée. Celle-ci devra confirmer que les installations électriques ne présentent plus de risque d'incendie ou d'explosion.

→ L'exploitant s'assure que l'ensemble des installations électriques sont vérifiées, par la technique de détection de points chauds, tous les ans a minima pour l'ensemble des installations électriques présentes au droit de l'atelier de traitement de surfaces.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Détection de niveau insuffisant dans les bains de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement du chauffage

Prescription contrôlée :

Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le chauffage des bains est réalisé au moyen d'une résistance électrique. Les bains sont équipés d'une sonde de niveau bas, qui en cas de détection asservit l'arrêt du chauffage et renvoie une alarme à une société de surveillance, laquelle contacte par la suite la personne chargée de l'astreinte à la maintenance.

En complément, une alarme visuelle apparaît au poste de commande.

L'exploitant a précisé que le contrôle de l'asservissement de l'arrêt du chauffage à la détection de

niveau bas est réalisé annuellement. Il s'est engagé à le faire hebdomadairement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant procède au contrôle de l'asservissement de l'arrêt du chauffage en cas de détection de niveau bas dans les bains de traitement de surfaces hebdomadairement, sur chacun des bains chauffés. Ce contrôle est consigné dans un registre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Détection incendie dans l'atelier de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> -dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; -dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'ensemble du site dispose d'une détection incendie. Cette détection est associée à une alarme sonore et visuelle, laquelle fait l'objet d'un report à une société de surveillance.</p> <p>Il a cependant indiqué ne pas avoir mis en place un dispositif de détection d'élévation de température des vapeurs des bains. Il s'est engagé à le mettre en place dans les plus brefs délais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant doit mettre en place, dans les plus brefs délais, un dispositif permettant de détecter une élévation de température anormale des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration des bains. Une telle détection doit asservir l'arrêt du chauffage des bains, ainsi que l'arrêt de</p>

l'aspiration. Il s'assure et justifie à l'inspection des installations classées qu'une détection incendie au sein de l'atelier de traitement de surfaces (hors aspiration des vapeurs des bains) asservit l'arrêt du chauffage et de l'aspiration des bains.

Il justifie à l'inspection des installations classées, dès réalisation, la mise en place de ce dispositif et le caractère opérationnel des asservissements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

I.-L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

L'installation est notamment dotée :

a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que les extincteurs (88) constituent le seul moyen de lutte contre l'incendie disponible sur le site. Il a présenté le certificat de vérification des extincteurs, lequel n'a soulevé aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Par échantillonnage, plusieurs extincteurs ont été examinés lors de la visite. Ceux-ci présentaient bien le justificatif (étiquette correctement remplie) de vérification effectuée en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Rejets atmosphériques des bains de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

La surveillance des rejets dans l'air porte sur les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés plus haut, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.

Constats :

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport (BUREAU VERITAS - réf : 23938616/1/1) de vérification des rejets atmosphériques des bains de traitement de surfaces réalisé

le 10/12/2024.

Ce rapport met en évidence un dépassement (VLE à 2 mg/m³) sur le paramètre HF au niveau du petit bain (2.27 mg/m³).

Par ailleurs, la valeur relevée au niveau du grand bain est proche de la VLE (1.96 mg/m³).

L'exploitant a indiqué spontanément qu'il procéderait à de nouvelles mesures au premier semestre 2025 afin de confirmer ou non ces dépassements, ceux-ci étant les premiers sur les dernières années.

Enfin, il est constaté que les incertitudes retenues par l'organisme de contrôle sont grandes (environ 15 %) et permettent de conclure, en fonction de la fourchette retenue que le prélèvement peut être à la fois conforme et non-conforme.

Par conséquent, il apparaît nécessaire de justifier ces incertitudes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant procède à de nouvelles mesures de rejets atmosphériques des bains de traitement de surfaces au cours du premier semestre 2025.

Il sollicite auprès de l'organisme de contrôle des justificatifs sur les incertitudes retenues.

En cas de confirmation de dépassement des VLE, l'exploitant met en place un plan d'actions de remise en conformité. Il le transmet à l'inspection des installations classées accompagné de son échéancier de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Lettre du 22/12/2023

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Par Donner Acte du 22/12/2023, l'inspection des installations classées a validé la demande de l'exploitant d'augmenter la consommation maximale d'eau du site, et notamment :

- Réseau public : 3000 m³

- Nappe phréatique : 500 m³

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que sa consommation d'eau pour le compte de l'année 2024 s'est élevée à 1202 m³.

Il a expliqué cette réduction par la baisse des demandes de tests en immersion dans les bassins, ce qui entraîne une diminution significative de la quantité d'eau consommée (un remplissage de piscine d'essais consomme 300 m³).

L'exploitant a également précisé que, en période de sécheresse, il serait en mesure de réduire sa consommation d'eau en ne remplissant que la partie inférieure de la piscine d'essais afin de respecter l'abattement forfaitaire de 30 % (arrêté cadre sécheresse départemental).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire des substances PFAS a été réalisé par la société IRH CONSEIL (Rapport n°PDLP230526/version B - 16 février 2024). Celui-ci a été transmis à l'inspection des installations classées le 23 février 2024.</p> <p>En plus des substances obligatoires, 4 substances supplémentaires, ne faisant pas partie des 8 optionnelles, ont été identifiées comme susceptibles d'être rejetées.</p> <p>En conclusion, le bureau d'études précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'il n'a pas été possible de faire la liste des substances produites par dégradation, faute de données bibliographiques ; • que certains extincteurs présents sur le site sont de classe B (extinction de combustibles liquides inflammables) de type AFFF (agents formant un film flottant), lesquels sont susceptibles de contenir 3 molécules PFAS, notamment le 6:2 FTS (n°CAS 27619-97-2). <p>Toutefois, il est précisé que le site n'a jamais eu à se servir de ce type d'équipements en situation accidentelle. En période d'exercice, l'ensemble des eaux usées était stocké et évacué en filière agréée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°9 : Campagnes de surveillance PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de surveillance PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>Article 4 :</p> <p>I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les campagnes de surveillance PFAS ont été réalisées entre mars et mai 2024. Les rapports, ainsi</p>

que les tableaux ont été intégrés à la plate-forme GIDAF.

Lors de ces campagnes, seule celle réalisée en mars a mis en évidence des PFAS dans les rejets, bien qu'à des valeurs faibles, et notamment :

- PFDODs : 170 ng/L (LQ à 100 ng/L) ;
- 2 des 4 substances supplémentaires (N-Et-FOSA et N-Me-FOSE alcool) : 2 ng/L (LQ à 1 ng/L).

Par ailleurs, cette même campagne a permis de mettre en évidence que le réseau d'alimentation en eau potable du site contenait la substance PFOS à une concentration de 15 ng/L (LQ à 10 ng/L).

L'organisme de contrôle a également conclu que "l'analyse des AOF indique la présence de composés non suivis dans les 24 analysés. La concentration en fluorures est supérieure à la concentration en AOF." confirmant ainsi l'inventaire réalisé au préalable qui indiquait le rejet potentiel de 37 substances PFAS supplémentaires (dont les 4 analysées). La limite de quantification (LQ) du laboratoire n'étant pas compatible, elles n'ont pas pu être analysées.

Le jour de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de se rapprocher du bureau d'études afin de déterminer si les limites de quantification ont depuis pu être abaissées et rendues compatibles avec une analyse. Le cas échéant, une caractérisation de ces substances pourrait être intéressante.

Compte-tenu de la mise en évidence d'une substance dans le réseau d'alimentation en eau potable, il a été indiqué à l'exploitant que la recherche de ces substances supplémentaires doit également être réalisé sur ce même réseau, situé en amont en site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant se rapproche du bureau d'études pour déterminer si les techniques d'analyses ont permis d'abaisser la limite de quantification afin de rendre compatibles l'ensemble des substances identifiées comme rejetées potentiellement avec une analyse.**

Le cas échéant, une caractérisation lors d'une analyse ponctuelle pourra être intéressante.

Ces recherches de substances seront également réalisées sur le réseau d'alimentation en eau potable situé en amont du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N 10 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour : [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ;

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ;

- à partir du 1^{er} janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;

- les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5

du règlement (UE) 2019/1021.
Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°8, l'inventaire des substances PFAS du site a mis en évidence celles contenues dans les extincteurs de classe B (AFFF). Ces substances sont interdites à partir du 4 juillet 2025. Compte-tenu de la proximité de cette date et de la méconnaissance de cette évolution réglementaire par l'exploitant, il s'est engagé à substituer ces extincteurs par d'autres ne contenant pas ces substances avant la fin de l'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant procède à la substitution de l'ensemble des extincteurs de classe B de type AFFF (agents formant un film flottant) et contenant des substances PFAS par des dispositifs exempts de ces substances, et ce avant la fin de l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois